

*M. Gardiner:*

Q. Vous voulez dire que vous ne seriez pas justifiables de prêter à des conditions moins avantageuses que ne peut le supporter le monde des affaires? —R. Non, il n'est pas question de ce que peut supporter l'emprunteur. Ces deux dernières années, si nous avions imposé les gens de l'Ouest dans la proportion de leurs capacités et que nous eussions suivi l'exemple d'autres compagnies, le taux eût dépassé 8 p. 100.

Q. N'avez-vous jamais demandé plus que 8 p. 100?—R. Jamais officiellement. Il y a deux ans, notre gérant des prêts dans l'Alberta a de son propre mouvement fait certaines transactions à 8½ p. 100. Avant la guerre nos taux au Manitoba étaient de 7 p. 100 et je souhaite le retour à ces taux.

Q. Prêtez-vous dans l'Ontario?—R. Oui.

Q. A quel taux?—R. Nos prêts ont été assez faibles ces deux dernières années, et nos taux étaient de 7 p. 100. Il y a exactement deux ans, nous avons consenti un prêt agricole dans l'Ontario à 6½ p. 100.

Le PRÉSIDENT: Il est une heure, messieurs, il nous faut donc suspendre la séance et prier M. Bowman de nous revenir cet après-midi. Je crois que nous ferions bien d'ajourner à quatre heures, cet après-midi.

Le comité s'est ajourné à 4 heures de l'après-midi.

*Séance de l'après-midi*

4 heures p.m.

Le comité spécial nommé pour enquêter sur les conditions agricoles au Canada a repris sa séance à 4 heures de l'après-midi, sous la présidence de M. McMaster.

C. M. BOWMAN est rappelé.

Le PRÉSIDENT: Voulez-vous poursuivre, monsieur Bowman? Vous n'avez pas oublié où vous en étiez?

Le TÉMOIN: Non, je crois que j'étais en train, ce matin, de soumettre au comité que dans une bonne part les grandes difficultés financières présentes pour un si grand nombre d'agriculteurs de l'Ouest proviennent d'un système économique faussé et d'une culture mal dirigée. Je désire insister là-dessus en ajoutant qu'à mon propre sens et à celui des représentants de l'exécutif de la *Mutual Life Insurance Company of Canada* qui se sont enquis, il ne serait pas exagéré d'avancer que 75 p. 100 des causes des embarras financiers présents viennent de là. Et c'est justement pourquoi nous sommes si optimistes, car nous prétendons que le remède au mal est dans la main du fermier lui-même. Pour étayer cette doctrine par un unique cas concret, je vais attirer l'attention du comité sur ce qui s'est produit dans une certaine partie de l'Alberta, plus exactement dans le district de Hanna, où les opérations de prêt de la *Mutual Life* n'ont été rien moins qu'encourageantes. Nous avons quelques emprunteurs dans ce district, et, dans ces derniers temps, très peu d'entre eux, s'il s'en trouve, ont rencontré les intérêts. Or je suis d'avis que cette situation vient de ce que les emprunteurs n'ont pas exploité le sol comme il le fallait. A ce propos, j'aimerais soumettre au comité certaines données intéressantes relatives aux activités d'un certain fermier de ce district, un des anciens de la région, qui fait de la culture sur la même terre depuis onze ans et qui, dans ce laps de temps, n'a jamais manqué une récolte, et ce grâce à la façon dont il menait sa barque.

[M. Charles M. Bowman.]